

COLLECTIF SOLIDARITE
ROMS DE LILLE METROPOLE

Communiqué de presse du 17 février 2023

**Après l'expulsion de plus de 30 personnes de leur lieu de vie ce matin
à la Haute-Borne à Villeneuve d'Ascq et Sainghin en Mélançois,
le Collectif solidarité Roms Lille Métropole dénonce la mise en danger par le Préfet
de personnes vulnérables et saisit le Défenseur des Droits**

Ce matin 17 février, le Préfet du Nord a fait procéder, en plein hiver, à l'expulsion par les forces de l'ordre de deux terrains avenue Halley à Villeneuve d'Ascq à la demande de la MEL et avenue de l'Harmonie à Sainghin en Mélançois à la demande de la SPL Euralille.

Pour le Collectif solidarité Roms de Lille métropole, ces nouvelles expulsions sont insupportables, tout comme l'était l'expulsion du terrain des pyramides à Lille le 11 janvier dernier, avec la mise à la rue sans aucune solution de nombreuses familles dont plusieurs avec des enfants en bas âge.

Depuis juillet dernier, les caravanes et cabanes de ces deux terrains de la zone de la Haute Borne, étaient installées sur des parkings, loin de toute habitation, et le ramassage des poubelles était assuré.

Sur la trentaine de personnes expulsées ce matin, on recense des gens souffrant de graves pathologies, des personnes qui travaillent, de jeunes enfants, une jeune femme enceinte presque à terme. Aucune proposition d'hébergement durable n'a été faite, seuls 3 nuits d'hôtel à Englos ont été proposées à deux familles. Les travailleurs sociaux de la Sauvegarde du Nord qui les accompagnent n'ont même pas été avertis du jour de l'expulsion.

Les habitants de l'avenue Halley n'ont pas été autorisés à sortir leurs caravanes ni à récupérer la plupart de leurs effets personnels. Elles étaient encore sur le trottoir de l'avenue Halley cet après-midi, sans aucune solution.

Les familles de l'avenue de l'Harmonie ont pu sortir quatre de leurs cinq caravanes, mais ont dû aussi abandonner sur place beaucoup d'objets personnels. Ces familles ont vécu ce matin leur septième expulsion depuis septembre 2021 et sont reparties vers une nouvelle errance dans la métropole.

Une nouvelle fois le Collectif solidarité Roms de Lille métropole dénonce la politique inepte menée par le Préfet Georges-François Leclerc depuis son arrivée en juillet 2021, qui refuse de respecter l'instruction gouvernementale du 25 janvier 2018 sur la résorption des bidonvilles.

Le Collectif a décidé de saisir le Défenseur des Droits sur ces expulsions à répétitions qui bafouent notamment le droit à un hébergement et le droit à la scolarisation des enfants.

Pour le Collectif, Mireille Labrouche et Dominique Plancke 06 70 33 31 79